

Le cri des travailleurs du nouvel aéroport d'Istanbul :

« **Nous ne sommes pas des esclaves !** »

La liberté syndicale est un droit international, le gouvernement turc doit le respecter !

L'aéroport, pièce maîtresse des grands travaux entrepris sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan, doit ouvrir ses portes fin octobre. Sur ce chantier, les accidents de travail mortels sont devenus une routine, pour le gouvernement; plusieurs centaines d'ouvriers sont morts accidentellement depuis le début des travaux en mai 2015.

Les travaux sont menés par IGA, une société holding fondée en 2013 dans le but de construire l'aéroport, et chargée de l'exploitation durant 25 ans. IGA rassemble 5 grands groupes **en** tant qu'actionnaires à parts égales, la société a recours à 700 sous-traitants, plus de trente mille ouvriers travaillent sur le chantier.

Au-delà des accidents mortels, les problèmes sont multiples: mauvaises conditions de travail, hébergement déplorable (punaises dans les dortoirs), cars surchargés (un bus dimensionné pour 45 personnes, en transporte 70-75), irrégularité du paiement de salaires (dans certains cas retards de salaire de 6-8 mois), humiliations, licenciements abusifs, non-respect du code du travail...etc. Un exemple du non-respect de la sécurité: alors que selon la loi les travaux doivent être interrompus en cas de vents de plus de 45-50 km/h, un responsable qui voulait faire arrêter les travaux durant un vent de 70 km/h, a été licencié.

Quant aux victimes d'accidents, selon certains témoignages de la part des ouvriers, les sous-traitants prétendent acheter le silence des familles moyennant des sommes jusqu'à 400 000 lira.

Le vendredi 14 septembre 2018, lorsque 17 personnes ont été blessés dans la collision de deux navettes chargées de leur transport, débute un mouvement de protestation suivi par plusieurs milliers d'ouvriers. Près de 600 manifestants ont été arrêtés et retenus sur le site par la police; une vingtaine ont été arrêté le samedi alors qu'ils se regroupaient pour soutenir leurs camarades arrêtés. Seule une partie d'eux ont été libérés depuis.

43 manifestants (dont des représentants syndicaux) ont été présentés à un juge le mardi soir. Le tribunal a ordonné la détention provisoire pour 24 des accusés et 19 ont été libérés sous contrôle judiciaire. Ils sont poursuivis pour résistance à la police, atteinte aux biens publics, violation de la loi sur le rassemblement public et la liberté de travailler. C'est la répression judiciaire la plus importante en Turquie depuis 1971.

Au nom d'un collectif d'organisations syndicales et politiques, Serpil Kemalbay, députée du HDP, a dénoncé "une forme d'intimidation" des travailleurs "qui cherchent à faire valoir leurs droits, qui dénoncent des conditions de travail illégales, ou qui exercent leur droit à la grève, ce qui est pourtant inscrit dans le code du travail".

Le syndicat de YAPI-İŞ (Fédération des syndicats de la construction) qui est membre de la DISK (Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers) demande :

- Libération immédiate des 24 ouvriers qui disent « nous ne sommes pas des esclaves ».
- Arrêt des licenciements de salariés ayant participé à la manifestation et réintégration des salariés qui ont été licenciés.
- Amélioration des conditions du travail.
- Nous demandons au Bureau International du Travail d'agir face à cet événement tragique pour les travailleurs en Turquie.

Ali Tolu